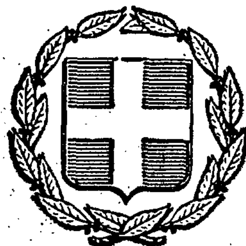


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 25 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1982 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 7

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Ἀριθ. Φ.0544/3127

Γιὰ τὴν ἔγκριση τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 4ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογαλλικῆς Ἐπιτροπῆς ὁδικῶν μεταφορῶν ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 10.11.1981.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΚΑΙ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἔχοντας ὑπ' ὄψη α) τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 23 τῆς Συμφωνίας ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων Ἑλλάδος-Γαλλίας ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 9.4.1969 καὶ κυρώθηκε μὲ τὸ 495/1970 Νομοθετικὸ Διάταγμα ποὺ δημοσιεύθηκε στὸ 76 φύλλο τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβέρνησης τεῦχος Α' τῆς 31.3.1970, μὲ τὶς ὁποῖες συνιστᾶται Μικτὴ Ἐπιτροπὴ πρὸς τὸ σκοπὸ τῆς καλῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας, β) τὸ περιεχόμενο τοῦ ὑπὸ ἔγκρισή Πρακτικοῦ, ἀποφασίζουμε :

Ἐγκρίνουμε ὡς ἔχει καὶ στὸ σύνολό του τὸ Πρακτικὸ τῆς 4ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογαλλικῆς Ἐπιτροπῆς ὁδικῶν μεταφορῶν ποὺ ὑπογράφηκε στὴν Ἀθήνα στὶς 10.11.1981 τοῦ ὁποίου τὸ κείμενο σὲ πρωτότυπο στὴ Γαλλικὴ γλώσσα καὶ σὲ μετάφραση στὴν Ἑλληνικὴ ἔχει ὡς ἑξῆς :

Ἀθῆναι, 4 Ἰανουαρίου 1982.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ	**ΕΥΑΓΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

PROCÉS - VERBAL

de là 4ème session de la Commission mixte gréco-française sur les transports routiers internationaux

Du 9 au 10 novembre 1981 s'est tenue à Athènes la 4ème session de la Commission susmentionnée prévue par l'article 23 de l'accord entre la Grèce et la France, sur les transports routiers internationaux du 9 avril 1969.

La délégation grecque a été présidée par : M. Petros Papadakis directeur général au Ministère de la Coordination.

La délégation francaise a été présidée par M. Guy Jacquin, chef du service des transports de marchandises au Ministère des Transports.

Les noms des membres des deux délégations figurent aux Annexes I et II au présent procés-verbal.

Les deux Parties ont établi l'ordre du jour suivant :

1. Echange de renseignements concernant l'évolution des échanges commerciaux et du trafic routier entre la France et la Grèce.
2. Fixation du contingent.
3. Questions diverses.

Les deux délégations ont échangé des renseignements statistiques concernant les transports routiers bilatéraux entre les deux pays durant l'année 1980 et le premier semestre de 1981.

La Partie grecque a attiré l'attention de la Partie française, sur le fait que la Grèce se trouve dans une situation particulière. à savoir qu'elle est le seul pays membre de la Communauté Economique Européenne qui n'a pas de frontières communes avec d'autres membres de la Communauté. Divers Pays tiers séparent géographiquement la Grèce des autres pays membres du Marché Commun. D'autre part, les ports grecs font partie du réseau portuaire communautaire. Etant donné que le transit à travers les pays tiers susmentionnés se heurte à quelques limitations, il est opportun que ce problème soit traité comme un problème communautaire et non pas comme un problème bilatéral entre la Grèce et chacun des pays tiers en question.

La Partie française a pris bonne note de cette position grecque et a promis de la transmettre au représentant français du Ministère des Transports auprès de la C.E.E.

La Partie grecque a donné des renseignements généraux concernant le trafic de la ligne ferry-boat Volos-Syrie et a exprimé le voeu que cette ligne soit utilisée de manière plus intense par les transporteurs français.

La Partie française a assuré qu'il existe un grand intérêt pour cette ligne de la part des transporteurs français.

La Partie grecque a donné à la Partie française des informations sur un projet de mise en place d'une ligne rail-ferry qui leriera les pays européens via le port de Volos avec la Syrie.

La Partie française souhaite que cette ligne ferroviaire soit bien reliée à la France.

Il a été constaté, de part et d'autre, qu'une liaison de transroulage (RO-RO) entre Trieste et Patras serait certainement très utile aux transporteurs en même temps qu'elle traduirait bien l'idée du rattachement de la Grèce à la Communauté Européenne.

Fixation du contingent

Dans l'année 1981 le nombre de permis échangés est monté à 3.200.

La Partie française a demandé un supplément de 500 permis pour le reste de l'année 1981 et la Partie grecque a donné son accord pour le délivrer dans le plus bref délai.

Les deux Parties se sont mises d'accord pour que les permis qui expireront à la fin de décembre de chaque année soient valables jusqu'à la fin de janvier de l'année suivante.

En outre, le contingent pour l'année 1982 a été fixé à 3.500 permis.

Si la situation le justifiait en cours d'année, les délégations sont convenues de prendre contact par lettre, pour un nouvel examen du contingent.

Il a été de plus convenu que, dans le cas d'un transport en transit à travers le territoire de l'un des deux pays, effectué par un véhicule immatriculé dans l'autre pays, la délivrance d'un second permis n'est pas nécessaire afin de prendre en charge au retour des marchandises d'un des deux pays vers l'autre.

En ce qui concerne le transport vers les pays tiers, les deux Parties se sont mises d'accord pour réserver la possibilité d'utiliser chacune 30 permis du contingent annuel valant à l'avance autorisation spéciale aux termes de l'article 12 de l'accord.

Ces 30 permis porteront l'indication suivante: «valable également pour exécution d'un transport vers un pays tiers».

Questions diverses

La Partie française a signalé à la Partie grecque l'existance de la Directive Communautaire No. 1, concernant, entre autres, la libération des transports frontaliers.

La Partie grecque a déclaré à ce propos qu'une procédure régrementaire est en cours d'élaboration pour l'application de cette directive par le territoire hellénique. Elle informera l'Administration française dès que les textes seront intervenus.

La Partie française a demandé à la Partie grecque quelle était sa position au sujet de la suppression des carnets de passage en douane, ainsi que le prévoit la Convention TIR.

La Partie grecque l'a informé qu'une enquête est en cours, au sein des autorités compétentes, pour parvenir à la suppression des carnets de passage.

La Partie française a de nouveau attiré l'attention de la Partie grecque sur l'impossibilité pratique dans laquelle se trouvent certains transporteurs français de recupérer les créances qu'ils possèdent sur certains intermédiaires peu scrupuleux. Elle estime qu'une amélioration de cette situation pourrait résulter à l'avenir d'une réglementation de la profession des transitaires et commissionaires de transport.

La Partie grecque a pris bonne note de la déclaration de la Partie française dont elle fera part aux Autorités compétentes.

Les deux délégations se sont mises d'accord pour tenir la prochaine réunion de la Commission à Paris. La date exacte sera fixée par voie diplomatique.

La Commission se montre particulièrement satisfaire du climat de compréhension et de conrdialité dans lequel se sont déroulées les conversations.

Fait à Athènes, le 10 novembre 1981, en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Grecque P. PAPADAKIS	Le Président de la Délégation Française GUY JACQUIN

ANNEXE I

Délégation hellénique:

1. M. Papadakis, Directeur général auprès du Ministère de la Coordination, Chef de la Délégation

2. M. Angelopoulos. Directeur auprès du Ministère des Communication.

3. M. Patronas, Collaborateur juridique auprès du Ministère des Affaires Etrangères.

4. M. Dimalexis, Chef de Section auprès du Ministère des Finances.

5. Mme Catsaraki, Chef de Section auprès du Ministère de la Coordination.

6. M. Skarimbas, Economiste auprès du Ministère de la Coordination.

7. Mme Caraouza, Fonctionaire auprès du Ministère des Transports.

8. M. Christides, Chef du Service Auromobiles de l'Organisation Hellénique des Chemins de Fer.

9. M. Charalampides, Représentant de la Confédération Générale des automobilistes professionnels de Grèce. C.G.P.A.G.

ANNEXE II

Délégation française:

1. M. Jacquin, Chef du service des transports de Marchandises, Ministère des transports, Chef de la délégation.

2. M. Benferhat, Direction générale des Douanes et droits indirects. Ministère de Budget – Chef de bureau des Transports et Navigations.

3. M. Garban, Représentant de l'Association Française des Transporteurs Routiers Internationaux (AFTRI).

4. M. Teysier, Représentant le SCETA.

5. M. Petit, Directeur du Comité National Routier.

6. M. Mavrovitis, Secrétaire du Poste d'Expansion Economique de l'Ambassade de France.

ΠΡΑΚΤΙΚΟ
τῆς 4ης συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνογαλλικῆς Ἐπιτροπῆς διεθνῶν ὁδικῶν Μεταφορῶν

Ἀπὸ 9 ἕως 10 Νοεμβρίου 1981 ἔλαβε χώρα στὴν Ἀθήνα ἡ 4η Σύνοδος τῆς προαναφερομένης Ἐπιτροπῆς, ἡ ὁποία προβλέπεται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 23 τῆς Συμφωνίας τῆς 9ης Ἀπριλίου 1969 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδας καὶ τῆς Γαλλίας γιὰ τὶς διεθνεῖς ὁδικὲς μεταφορές.

Τῆς ἑλληνικῆς ἀντιπροσωπείας προήδρευσε : ὁ Κ. Πέτρος Παπαδάκης, γενικὸς διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Τῆς γαλλικῆς ἀντιπροσωπείας προήδρευσε : ὁ Κ. GUY JACQUIN, προϊστάμενος τῆς ὑπηρεσίας μεταφορῶν ἐμπορευμάτων τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν.

Τὰ ὀνόματα τῶν μελῶν τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν ἐμφαίνονται στὰ Παραρτήματα Ι καὶ ΙΙ τοῦ παρόντος Πρακτικοῦ.

Τὰ δύο Μέρη κατάρτισαν τὴν ἀκόλουθη ἡμερήσια διάταξη :

1. Ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν σχετικὰ μὲ τὴν ἐξέλιξη τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς ὁδικῆς κίνησης μεταξὺ τῆς Γαλλίας καὶ τῆς Ἑλλάδας.

2. Προσδιορισμὸς τῆς ποσόστωσης.

3. Διάφορα θέματα.

Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες ἀντάλλαξαν στατιστικὲς πληροφορίες σχετικὰ μὲ τὶς διμερεῖς ὁδικὲς μεταφορὲς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν κατὰ τὴ διάρκεια τοῦ ἔτους 1980 καὶ τὸ πρῶτο ἑξάμηνο τοῦ 1981.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος ἐπέσυρε τὴν προσοχὴ τοῦ γαλλικοῦ Μέρους στὸ γεγονὸς ὅτι ἡ Ἑλλάδα βρίσκεται σὲ μιὰ εἰδικὴ κατάσταση, δηλαδὴ ὅτι εἶναι ἡ μόνη χώρα μέλος τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητας ἡ ὁποία δὲν ἔχει κοινὰ σύνορα μὲ ἄλλα μέρη τῆς Κοινότητας. Διάφορες τρίτες χῶρες χωρίζουν γεωγραφικὰ τὴν Ἑλλάδα ἀπὸ τὶς ἄλλες χῶρες μέλη τῆς Κοινῆς Ἀγορᾶς. Ἐξ ἄλλου, τὰ ἑλληνικὰ λιμάνια ἀποτελοῦν μέρος τοῦ κοινοτικοῦ λιμενικοῦ δικτύου. Δεδομένου ὅτι ἡ διαμετακόμιση μέσῳ τῶν προαναφερομένων τρίτων χωρῶν προσκρούει σὲ μερικοὺς περιορισμούς, εἶναι σκόπιμο νὰ ἐξεταστεῖ τὸ πρόβλημα αὐτὸ σὰν κοινοτικὸ πρόβλημα καὶ ὄχι σὰν διμερὲς πρόβλημα μεταξὺ τῆς Ἑλλάδας καὶ καθεμιᾶς ἀπὸ τὶς ἐν λόγῳ τρίτες χῶρες.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος σημείωσε αὐτὴ τὴν ἑλληνικὴ θέση καὶ ὑποσχέθηκε νὰ τὴ διαβιβάσει στὸν γάλλο ἐκπρόσωπο τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν στὴν Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος ἔδωσε γενικὲς πληροφορίες σχετικὰ μὲ τὴν κίνηση τῆς πορθμιακῆς γραμμῆς Βόλου-Συρίας καὶ ἐξέφρασε τὴν εὐχὴ νὰ χρησιμοποιηθεῖ ἡ γραμμὴ αὐτὴ μὲ πιὸ ἐντατικὸ τρόπο ἀπὸ τοὺς γάλλους μεταφορεῖς.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος διαβεβαίωσε ὅτι ὑπάρχει μεγάλο ἐνδιαφέρον γιὰ τὴ γραμμὴ αὐτὴ ἐκ μέρους τῶν γάλλων μεταφορέων.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος ἔδωσε στὸ γαλλικὸ Μέρος πληροφορίες γιὰ ἕνα σχέδιο ἐγκαταστάσεως γραμμῆς σιδηροδρόμου-πορθμίου ἡ ὁποία θὰ συνδέει τὶς εὐρωπαϊκὲς χῶρες μὲ τὴ Συρία μέσῳ τοῦ λιμανιοῦ τοῦ Βόλου.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος ἐπιθυμεῖ νὰ συνδεθεῖ ἡ σιδηροδρομικὴ αὐτὴ γραμμὴ μὲ τὴ Γαλλία.

Διαπιστώθηκε, καὶ ἀπὸ τὶς δύο πλευρές, ὅτι μιὰ σύνδεση τροχαίας μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων (RO-RO) μεταξὺ Τριέστης καὶ Πάτρας θὰ ἦταν βέβαια πολὺ χρήσιμη στοὺς μεταφορεῖς καὶ συγχρόνως θὰ διερμήνευε καλὰ τὴν ἰδέα τῆς συνδέσεως τῆς Ἑλλάδας μὲ τὴν Εὐρωπαϊκὴ Κοινότητα.

Προσδιορισμὸς τῆς ποσόστωσης :

Κατὰ τὸ ἔτος 1981 ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀδειῶν ποὺ ἀνταλλάχθηκαν ἀνῆλθε σὲ 3.200.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος ζήτησε ἕνα συμπλήρωμα 500 ἀδειῶν γιὰ τὸ ὑπόλοιπο τοῦ ἔτους 1981 καὶ τὸ ἑλληνικὸ Μέρος ἔδωσε τὴν ἔγκρισή του νὰ παραδώσει τὸ συμπλήρωμα αὐτὸ τὸ συντομότερο.

Τὰ δύο Μέρη συμφώνησαν νὰ ἰσχύουν μέχρι τὸ τέλος Ἰανουαρίου τοῦ ἐπόμενου ἔτους οἱ ἄδειες ποὺ θὰ λήγουν στὸ τέλος Δεκεμβρίου κάθε ἔτους.

Ἐξ ἄλλου, ἡ ποσόστωση γιὰ τὸ ἔτος 1982 ὁρίστηκε σὲ 3.500 ἄδειες.

Ἂν κατὰ τὴ διάρκεια τοῦ ἔτους τὸ ἀπαιτήσει ἡ κατάσταση, οἱ ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ ἐπικοινωνήσουν μὲ ἀλληλογραφία γιὰ μιὰ νέα ἐξέταση τῆς ποσόστωσης.

Συμφωνήθηκε, ἀκόμη ὅτι, στὴν περίπτωση μεταφορᾶς τράνζιτο ἀπὸ τὸ ἔδαφος τῆς μιᾶς ἀπὸ τὶς δύο χῶρες, ποὺ θὰ γίνει μὲ ὄχημα καταχωρισμένο στὴν ἄλλη χώρα, δὲν εἶναι ἀπαραίτητη ἡ χορήγηση μιᾶς δεύτερης ἄδειας ὥστε νὰ φορτωθοῦν στὴν ἐπιστροφὴ ἐμπορεύματα ἀπὸ τὴ μιὰ ἀπὸ τὶς δύο χῶρες πρὸς τὴν ἄλλη.

Ὅσον ἀφορᾶ στὴ μεταφορὰ πρὸς τὶς τρίτες χῶρες, τὰ δύο Μέρη συμφώνησαν νὰ διατηρήσουν τὴ δυνατότητα νὰ χρησιμοποιήσουν τὸ καθένα 30 ἄδειες τῆς ἐτήσιας ποσόστωσης ποὺ θὰ ἔχουν ἐκ τῶν προτέρων ἰσχὺ εἰδικῆς ἀδείας κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμφωνίας.

Οἱ 30 ἄδειες αὐτὲς θὰ φέρουν τὴν ἀκόλουθη ἔνδειξη : «ἰσχύει ἐπίσης γιὰ ἐκτέλεση μεταφορᾶς πρὸς μιὰ τρίτη χώρα».

Διάφορα θέματα :

Τὸ γαλλικὸ Μέρος ἐπισήμανε στὸ ἑλληνικὸ Μέρος τὴν ὕπαρξη τῆς κοινοτικῆς κατευθυντήριας ὁδηγίας ἀρ. 1, σχετικά, μεταξὺ ἄλλων μὲ τὴν ἀπελευθέρωση τῶν συνοριακῶν μεταφορῶν.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος δήλωσε σχετικὰ μὲ τὸ θέμα αὐτὸ ὅτι μιὰ κανονιστικὴ διαδικασία ἐκπονεῖται γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ αὐτῆς τῆς κατευθυντήριας ὁδηγίας ἀπὸ τὸ ἑλληνικὸ ἔδαφος. Θὰ πληροφορήσει τὴ γαλλικὴ Διοίκηση μόλις ἑτοιμαστοῦν τὰ κείμενα.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος ρώτησε τὸ ἑλληνικὸ Μέρος ποιὰ ἦταν ἡ θέση του στὸ θέμα τῆς κατάργησης τῶν βιβλιαρίων διέλευσης ἀπὸ τὸ τελωνεῖο, ὅπως προβλέπεται ἀπὸ τὴν Συνθήκη TIR.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος τὸ πληροφόρησε ὅτι διεξάγεται ἔρευνα, στοὺς κόλπους τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, γιὰ νὰ ἐπιτευχθεῖ ἡ κατάργηση τῶν βιβλιαρίων διέλευσης.

Τὸ γαλλικὸ Μέρος ἐπέσυρε πάλι τὴν προσοχὴ τοῦ ἑλληνικοῦ Μέρους στὴν πρακτικὴ ἀδυναμία στὴν ὁποία βρίσκονται ὁρισμένοι γάλλοι μεταφορεῖς νὰ εἰσπράξουν τὶς ἀπαιτήσεις τους ἀπὸ ὁρισμένους ἀσυνείδητους μεσάζοντες. Πιστεύει ὅτι στὸ μέλλον μπορεῖ νὰ προκύψει μιὰ βελτίωση αὐτῆς τῆς κατάστασης ἀπὸ μιὰ κανονιστικὴ ρύθμιση τοῦ ἐπαγγέλματος τῶν διαμετακομιστῶν καὶ τῶν παραγγελιοδόχων μεταφορᾶς.

Τὸ ἑλληνικὸ Μέρος σημείωσε τὴ δήλωση τοῦ γαλλικοῦ Μέρους τὴν ὁποία θὰ ἀνακοινώσει στὶς ἁρμόδιες Ἀρχές.

Οἱ δύο ἀντιπροσωπεῖες συμφώνησαν νὰ λάβει χώρα ἡ ἑπόμενη σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς στὸ Παρίσι. Ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία θὰ ὁριστεῖ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἰδιαίτερα ἱκανοποιημένη ἀπὸ τὸ κλίμα κατανόησης καὶ ἐγκαρδιότητας στὸ ὁποῖο ἐξελίχθησαν οἱ συνομιλίες.

Ἔγινε στὴν Ἀθήνα, στὶς 10 Νοεμβρίου 1981, σὲ δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα στὴ γαλλικὴ γλώσσα.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας	Ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Ἀντιπροσωπείας
ὑπογρ. Π. ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ	ὑπογρ. GUY JACQUIN

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι

Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία :

1. Κ. Παπαδάκης, Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ, Ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας
2. Κ. Ἀγγελόπουλος, Διευθυντὴς τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν.
3. Κ. Πατρώνας, Νομικὸς συνεργάτης τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν
4. Κ. Δημαλέξης, Τμηματάρχης τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν
5. Κα Κατσαράκη, Τμηματάρχης τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ
6. Κ. Σκαρίμπας, Οἰκονομολόγος τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ
7. Κα Καραούζα, Ὑπάλληλος τοῦ Ὑπουργείου Μεταφορῶν
8. Κ. Χρηστίδης, Προϊστάμενος τῆς Ὑπηρεσίας Αὐτοκινήτων τοῦ ΟΣΕ.
9. Κ. Χαραλαμπίδης, Ἐκπρόσωπος τῆς Γενικῆς Συνομοσπονδίας Ἐπαγγελματιῶν Αὐτοκινητιστῶν τῆς Ἑλλάδας

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ

Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία :

1. Κ. JACQUIN, Προϊστάμενος τῆς ὑπηρεσίας μεταφορῶν Ἐμπορευμάτων, Ὑπουργεῖο Μεταφορῶν, Ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας
2. Κ. BENFERHAT, Γενικὴ Διεύθυνση Τελωνείων καὶ ἔμμεσων φόρων - Ὑπουργεῖο Προϋπολογισμοῦ. Τμηματάρχης Μεταφορῶν καὶ Ναυσιπλοΐας.
3. Κ. GARBAN, Ἐκπρόσωπος τοῦ Γαλλικοῦ Συλλόγου τῶν Διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορέων (AFTRI)
4. Κ. TEYSIER, Ἐκπρόσωπος τοῦ SCETA
5. Κ. PETIT, Διευθυντὴς τῆς Ἐθνικῆς Ὁδικῆς Ἐπιτροπῆς
6. Κ. Μαυροβίτης, Γραμματεὺς τῆς Ὑπηρεσίας Οἰκονομικῆς Ἀναπτύξεως τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ